

*La **Société civile des auteurs multimedia** rassemble réalisateurs, auteurs d'entretiens et de commentaires, écrivains, journalistes, vidéastes, photographes et dessinateurs. Ces créateurs font la richesse documentaire de la radiophonie, de l'audiovisuel et des nouveaux médias. La Scam les représente auprès du législateur, des producteurs et des diffuseurs. Elle discute, collecte et répartit leurs droits patrimoniaux, affirme leur droit moral et négocie leurs intérêts futurs. La Scam est au 5, avenue Vélasquez. F-75008 Paris. Téléphone **01 56 69 58 58** Fax 01 56 69 58 59 www.scam.fr

Scam*

Communiqué

Paris, le 6 juillet 2005

FRANCE TELEVISIONS : UN NOUVEAU PRESIDENT

AVEC QUELS MOYENS FINANCIERS ?

Après une longue procédure très médiatisée, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a donc nommé Monsieur Patrick de Carolis à la présidence de France Télévisions.

Plusieurs organisations professionnelles, auxquelles la Scam s'est associée, avaient adressé un questionnaire à l'ensemble des candidats à la présidence.

Monsieur Patrick de Carolis n'a pas souhaité y répondre. Nous espérons que ce n'est pas le signe d'un manque d'intérêt à l'égard des problèmes soulevés par les professionnels de l'audiovisuel.

Cette nouvelle présidence est sans doute la dernière chance de reconstruire un audiovisuel public digne de ce nom. Si **les hommes politiques** sont conscients de l'importance de la télévision dans nos sociétés, ils **doivent ouvrir le dossier essentiel de la structure du financement du service public audiovisuel, pour partie recettes publicitaires et pour partie argent public.**

On sait depuis longtemps que l'ambiguïté de ce mode de financement est à l'origine de la dérive des programmes marchandisés et de la situation financière de plus en plus difficile de la Télévision publique. Face aux moyens dont disposent aujourd'hui les télévisions commerciales, sur le seul terrain des achats de droits de retransmission des événements sportifs majeurs, les accords échappent les uns après les autres au service public. Le reste est à l'avenant dans les autres domaines.

La structure de financement de la Télévision publique relève d'**un choix politique** au plus haut niveau. **Il en va d'un juste équilibre de la démocratie** à propos du moyen de communication le plus puissant dont disposent nos sociétés pour favoriser leur épanouissement. Mais dont on mesure aujourd'hui les multiples perversions.

Toutes les orientations qui seront envisagées par Monsieur Patrick de Carolis, avec peut-être les meilleures intentions, dépendront des choix politiques qui seront effectués dans ce domaine.

Le reste risque de n'être que vain bavardage.